

Convention collective

**EXPLOITATIONS AGRICOLES,
POLYCLTURE, ÉLEVAGE
ET ENTREPRISES DE TRAVAUX
AGRICOLIS ET RURAUX
(SOMME)**

(16 juin 1982)

(Etendue par arrêté du 2 mars 1983,
Journal officiel du 27 mars 1983)

Arrêté du 17 juin 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles de polyclture et d'élevage et les entreprises de travaux agricoles et ruraux du département de la Somme

NOR : AGRF0501407A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14, R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'article L. 727-3 du code rural ;

Vu l'arrêté du 2 mars 1983 portant extension de la convention collective de travail du 16 juin 1982 concernant les exploitations agricoles de polyclture et d'élevage et les entreprises de travaux agricoles et ruraux du département de la Somme et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 17 novembre 2004 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 1^{er} avril 2005 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 51 du 17 novembre 2004 à la convention collective de travail du 16 juin 1982 concernant les exploitations agricoles de polycltures et d'élevage et les entreprises de travaux agricoles et ruraux du

département de la Somme sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Le quatrième alinéa du A (Capital décès) du sous-paragraphe III (Garantie décès) du paragraphe B (Prévoyance) de l'article 54 de la convention ainsi que le C (Indemnité frais d'obsèques) de ce même sous-paragraphe III, tels qu'ils résultent de l'avenant précité, sont étendus sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 122-45 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 16 juin 1982 précitée.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juin 2005.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :

*Le directeur du travail
chargé de la sous-direction
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/09 en date du 2 avril 2005, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.